



Syndicat **Force Ouvrière** DGFIP – Section de l'Oise
DDFiP de l'Oise, 2 rue Molière, 60021 BEAUVAIS Cedex
permanence le lundi
Tél – Fax - Répondeur : 03-44-06-35-68
mail : fo.ddfip60@dgfip.finances.gouv.fr
web : <http://www.fo-dgfip-sd.fr/060/>

“Et vivre, c'est ne pas se résigner” (Albert Camus)

FO : le syndicat qui reste un syndicat

CHS-CT du 25 juin 2013

Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail



Ordre du jour

1. Budget 2013 - situation des crédits et nouvelles demandes
2. Présentation du rapport de visite d'une délégation du CHSCT à Creil municipale en date du 29 avril 2013
3. Point sur les travaux immobiliers en cours
4. Présentation du recueil pluridisciplinaire de bonnes pratiques sur l'aménagement matériel du poste de travail et des conditions d'exercice du travail
5. Examen des registres santé et sécurité au travail et des accidents de service
6. Questions diverses



Vos représentants en CHSCT ont commencé par la lecture d'une liminaire reprenant les résolutions adoptées au Congrès de la Fédération des Finances **FO** qui venait de se tenir :

- association le plus en amont possible de l'ensemble des partenaires du CHS (représentants syndicaux, médecin de prévention, inspecteur santé et sécurité au travail) à l'occasion de tous les projets immobiliers de réaménagement ou de construction ;
- dénonciation du recours systématique au crédits du CHSCT pour boucler le budget directionnel ;
- condamnation de la détérioration continue des conditions de travail conséquence directe d'une politique drastique de réductions d'emplois et de moyens.

A nouveau, la délégation **FO** s'est indignée devant l'absence de procès-verbal soumis à approbation depuis plus d'un an. Le président s'est engagé à faire ses « devoirs de vacances » pour que cette masse de PV figure enfin à l'ordre du jour du prochain CHS...

1. Budget 2013 – situation des crédits et nouvelles demandes

Hélas, sans surprise, ainsi que **FO** l'avait justement dénoncé dans sa déclaration liminaire, la direction a tenté de faire financer par le CHSCT des opérations qui relevaient de son budget de fonctionnement.

C'est donc à l'unanimité que les représentants du personnel ont refusé de voter ces opérations.

Néanmoins, un cofinancement de 10.000 € a été accepté dans le cadre du chantier de désamiantage de la trésorerie de **Noailles**. Même si cette dépense relève du budget de fonctionnement de la DDFiP, en l'absence de crédits disponibles, l'urgence de la situation a déclenché cette décision pour le bien des agents de la trésorerie.

C'est encore à l'unanimité que les représentants du CHS ont accepté de financer la rénovation de la cantine du CFP de **Senlis** (réfection de la peinture), afin d'améliorer au plus vite cet espace de convivialité pour nos collègues.

2. Présentation du rapport de visite d'une délégation du CHSCT à la trésorerie de Creil municipale en date du 29 avril 2013

Dès le début, **FO**-DGFIP a fermement condamné la réinstallation de la trésorerie de Creil Municipale à la cité judiciaire. Remplacer un accueil au premier étage par un accueil au deuxième étage, quel progrès ! De plus, **FO** dénonce le fait que les agents ont perdu leurs tickets-restos et leurs places de parking en souterrain.



Une [mission d'enquête](#) avait été diligentée suite à l'[incident du 10 juillet 2012](#). Elle avait alors fait plusieurs préconisations pour que la réinstallation à la Cité Judiciaire se passe au mieux compte tenu des difficultés inhérentes aux nouveaux locaux. La délégation du CHSCT était chargée de s'assurer du suivi de ces recommandations et de leur bonne mise en œuvre.

Si plusieurs préconisations ont bien été appliquées (signalétique, trapon, parking, ...), les représentants **FO** restent particulièrement vigilants sur les points suivants :

- sécurisation et rénovation du hall d'entrée ;
- pose d'une main courante dans l'escalier réservé au personnel ;
- modification des ouvrants conformément aux recommandations du médecin de prévention.

Lors de la séance du CHSCT du 6 novembre 2012, **FO** avait appelé l'attention de la direction sur la possibilité d'installer un monte-charge plutôt que d'utiliser l'escalier en colimaçon. Cette proposition est apparemment tombée aux oubliettes. Pour **FO**, au minimum, il faut avoir une étude de faisabilité sur ce point : si c'est faisable, alors pourquoi pas ? Une autre piste envisagée par **FO** est d'aménager le poste pour les malvoyants, avec un parcours audio-guidé, qui pourrait aider les personnes désorientées dans le hall du rez-de-chaussée. L'ergonome de Bercy est attendu sur place fin 2013, ce qui laisse présager de nouvelles améliorations pour Creil Municipale, qui, rappelons-le, est le poste comptable le plus important du département !

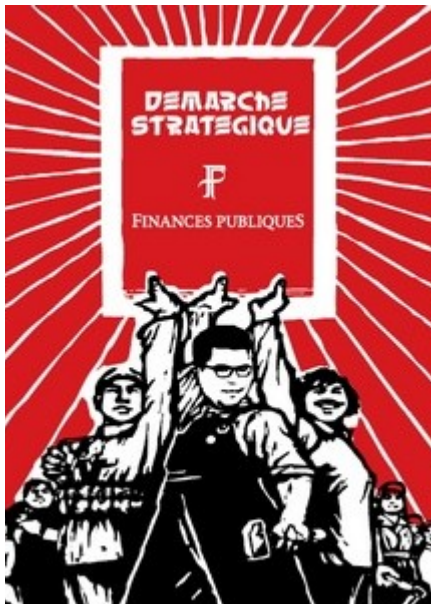
3. Point sur les travaux immobiliers en cours

A **Beauvais**, la deuxième tranche de travaux de la direction devrait se terminer en septembre. Les services suivants seront installés autour du nouveau hall d'entrée : la Paierie Départementale, la Division des Collectivités Locales (ex- CEPL et SFDL), les Dépôts et Services Financiers de la Division État (ex- dépôts de fonds et caisse des dépôts et consignations) et la redevance.

La dernière tranche des travaux de Beauvais devrait commencer début 2014, jusque mars ou avril. Elle concernera le rez-de-jardin où seront refaits les locaux de la Cellule Informatique Départementale (qui s'installera provisoirement rue Biot face aux Amendes pendant les travaux) et les nouveaux locaux du courrier.

Concernant les restaurants administratifs, de même que ce qui a été fait à Beauvais, **FO** demande que des contrats de dératisation existent partout.

A **Beauvais Municipale**, la place manque. Alors que des postes sont implantés, certains agents n'ont pas de bureau, les archives sont entreposées dans la salle de formation attenante. A la question de vos représentants sur la possibilité de récupérer un peu de place sur l'espace libéré par le SPL les réponses de la direction ont fusé : « euh ... non » puis « on n'y a pas réfléchi ». Espérons que l'idée fera son chemin, d'autant plus que ce poste ne cesse de gagner de l'importance.



A **Thourotte**, enfin, le coffre-fort est enfin scellé et même soudé... ça aura mis le temps... Et encore, la visite du DG a accéléré les choses ! A ce propos, il serait temps que Bruno Bézard revienne faire un tour dans l'Oise, à Noailles, par exemple.

Car à **Noailles**, les jours passent et la situation s'enlise, si grave soit-elle. Les travaux de désamiantage n'ont même pas commencé : c'est ça la DGFIP aujourd'hui. Pendant ce temps, les agents sont mal installés dans le logement de fonction, la zone d'accueil est confinée, des problèmes d'accès existent pour les personnels, et le nouveau trésorier qui arrive pour prendre ses fonctions en septembre n'a plutôt pas intérêt à compter occuper le logement de fonction !!! Aux problèmes d'amiante se sont ajoutés des problèmes de fournitures ONET.... Les collègues étaient déjà « dans la mouise », maintenant, en plus, ils n'ont plus de papier !!! La direction nous a fait valoir, une fois de plus les problèmes de budget, nous lui avons rappelé son obligation de résultat en matière de sécurité (de toutes façons, l'obligation de moyens n'y est pas non plus).

A **Saint-Leu-d'Esserent**, l'installation électrique a été remise en état. Là aussi, il était plus que temps.

Enfin, **FO** avait proposé en groupe de travail le 5 février, avant la campagne IR, une réinstallation des bureaux des B accueil au **SIP de Compiègne**. Ce projet avait été accepté par tous les membres du CHSCT afin que les travaux puissent démarrer de suite et être terminés à temps. Quelle ne fut pas notre (mauvaise) surprise lorsque nous avons interrogé la direction sur l'avancement de ce projet ! Réponse : la direction attendait soi-disant notre accord sur les plans que nous avons nous-mêmes soumis pour transmission à l'Inspecteur Santé et Sécurité au Travail. Décidément, on aura tout entendu. Du coup, une année de perdue sur ce projet qui ne pourra voir le jour que pour la campagne 2014.



4. Présentation du recueil pluridisciplinaire de bonnes pratiques sur l'aménagement matériel du poste de travail et des conditions d'exercice du travail

L'inspecteur santé et sécurité au travail (ISST) et l'assistant de prévention ont présenté une brochure apportant des informations sur l'installation des postes de travail, à la demande du Secrétariat Général.

Ce document est disponible en ligne sur Ulysse. Très instructif, il rassemble des préconisations toutes plus utiles les unes que les autres afin de nous permettre d'exercer nos missions dans les meilleures conditions (installation et orientation de l'écran, gestion des fils électriques, espace de travail informatique, ambiance lumineuse ...).

Mais hélas, avec 12 m² d'espace de travail en moyenne par agent, c'est-à-dire beaucoup moins dans certains postes, ce recueil de bonnes intentions sera souvent reçu comme une provocation de plus au regard des conditions de travail qui sont subies.

5. Examen des registres santé et sécurité au travail et des accidents de service

Vous avez pu vous en rendre compte, les remarques que vous postez sur le registre hygiène et sécurité dématérialisé (via Ulysse 60) appellent systématiquement une réponse rapide. La recherche d'une solution en collaboration avec les équipes est davantage coordonnée par l'assistant de prévention. **FO** salue l'efficacité et le travail des équipes BLI (ex- service du matériel) et de l'assistant de prévention.

N'hésitez pas à faire remonter les dysfonctionnements que vous constatez sur votre site via le registre dématérialisé. En cas de problème persistant ou de blocage, bien sûr, vous pouvez contacter le syndicat !

Le registre Hygiène et Sécurité dématérialisé est accessible sur *Ulysse 60*

LES AGENTS – CONDITIONS DE VIE ET DE TRAVAIL – REGISTRE HYGIENE ET SECURITE

Tous les registres sont examinés. Pensez y !

Vos représentants **FO** sont revenus sur les problèmes engendrés par une dématérialisation à tout crin. C'est notamment le cas des listings RLCFE (« *Registre des Locaux de la Cotisation Foncière des Entreprises* ») utilisés par les Services Impôts des Entreprises (SIE). Dans les conditions actuelles d'équipement informatique, les velléités de dématérialisation de la Centrale sont prématurées. Bercy trouve que le papier coûte trop cher mais ne mène aucune réflexion globale sur le temps de travail perdu avec de telles consignes ! En attendant une dématérialisation qui soit vraiment une solution et non une source de problèmes, **FO** demande un retour à l'utilisation du papier.

6. Questions diverses

FO a demandé que soient présentés lors d'une prochaine instance :

- la **note sur la sécurité incendie** rédigée par l'assistant de prévention ;
- le guide méthodologique sur l'enquête à mener par le CHSCT à la suite d'un **acte suicidaire**.

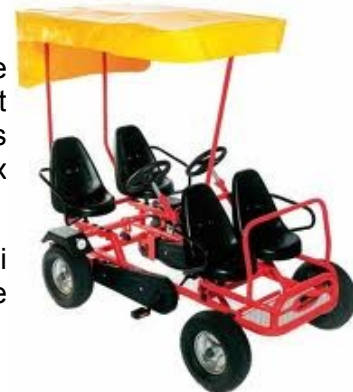
**ACCES RESERVE
EXCLUSIVEMENT
AU PERSONNEL HABILITE**

FO a rappelé son attachement à la **libre circulation de l'ensemble des personnels** au sein de nos bâtiments. La restriction des accès par voie de badge (ou autre) est superflue au regard de notre déontologie et de notre professionnalisme. Elle entraîne des pertes de temps et du stress. Penser à prendre son badge pour aller aux toilettes, c'est un comble mais c'est devenu très courant dans l'Oise ! Certains collègues n'ont pas l'accès au service courrier etc etc. Et quand vous arrivez sur un site qui n'est pas votre résidence administrative, pour une réunion ou une formation, vous êtes coincé. Il y a sans doute mieux à

faire avec le budget de la direction que de sur-sécuriser les accès internes.

FO a produit à titre d'exemple aux représentants de l'administration un tableau de **covoiturage** utilisé aujourd'hui dans les gros centres de la Somme. Devant l'inadéquation entre les coûts réels supportés par les agents se déplaçant et les remboursements opérés par la direction, **FO** propose de déployer de nouveaux véhicules de service "à résidence" dans les grands sites de la DDFiP de l'Oise.

Enfin, à l'instar de ce qui existe pour les extincteurs ou les ascenseurs, **FO** a demandé si l'entretien des **fontaines à eau** pouvait être clairement signalisé sur les machines (date du dernier contrôle, remplacement des filtres...).



Vos représentants *FO* en CHS-CT

Lydia THIEL, SIE de Compiègne Nord

Patrick SYS, redevance audiovisuelle

Marie-Christine RAYAUME, équipe de renfort

Kevin INVERNIZZI, division des professionnels